En bref 30 emplois supprimés

Inquiétude aux impôts

En Meurthe-et-Moselle, ce n'est pas 20 mais 30 postes qui seront supprimés (départs en retraite non remplacés) à la DGFIP (Direction générale des finances publiques), précise Franck Stocker secrétaire départemental de la CGT Finances publiques.
« Les fermetures des trésoreries de Colombey, Einville-au-Jard et Blainville ne sont pas actées même s'il y a des fortes chances qu'elles le soient après les élections ».

Suppression de postes Nancy : grogne chez les agents des impôts

20 emplois et trois trésoreries supprimés en Meurthe-et-Moselle en 2017
15/12/2016 à 05:02, actualisé à 07:18

En l'espace d'un quart d'heure, une dizaine d'administrés ont trouvé porte close, ce mercredi, jour de fermeture. Photo Alexandre MARCHI
« Plus de 600 trésoreries ont fermé depuis 2002, dont une quinzaine en Meurthe-et-Moselle, notamment à Nomeny et Longuyon » soulignent les syndicats de la DGFIP (Direction générale des finances publiques). Celles de Colombey-les-Belles d'Einville-au-Jard et Bayon-Blainville seraient menacées. « En treize ans, la DGFIP a perdu 37.000 emplois, dont 335 dans le département. « En 2017, il n'y aura plus que 844 en Meurthe-et-

Moselle alors que nous étions près de 1.200 il y a quelques années, soit une baisse de 30 % », constate Franck Stocker délégué CGT. « Une vingtaine de postes seront supprimés en 2017 dans le département ». Conséquence : l'allongement des files d'attente durant les campagnes « impôt sur le revenu », « taxe d'habitation » et « taxe foncière » sans parler des difficultés à trouver un interlocuteur au téléphone. Alors que la fréquentation des trésoreries ne diminue pas selon les syndicats, au contraire. Ce mercredi, jour de fermeture des guichets à la cité administrative de Nancy une dizaine d'administrés se sont déplacés pour rien soulignent les syndicalistes. 16 millions de personnes ont été accueillies en 2015 aux Impôts qui ont reçu plus de 8 millions d'appels. Une « pression toujours constante » qui se traduit par une « détérioration des conditions de travail ». Le développement de l'internet ne justifie pas ces non-remplacements de poste selon l'intersyndicale mais remet en cause « l'égalité de traitement entre ceux qui ont internet et les autres. Et entre zones urbaines et rurales. « Nous ne siégeons plus à aucun groupe de travail », explique Franck Stocker délégué de la CGT qui dénonce la rupture du dialogue sociale. FO annonce des opérations escargot et des opérations coup de poing. « 40 postes sont non pourvus dans le département » selon Patrick Duhem délégué Solidaires qui annonce -sans rire- une journée de « fève générale ».